

# La voix de l'opposition de gauche

**Le 24 juin 2019**

## **CAUSERIE ET INFOS**

J'ai ajouté 2 documents dans la rubrique "Documents d'actualité".

Je suis trop crevé pour actualiser le site, je n'ai pas dormi à cause d'un problème de courant et pas de climatisation. Alors juste une info.

### **Qui a dit ?**

- *"Comme c'est une nouvelle forme en politique, on avance en marchant, on construit en marchant."*

Réponse : Macron ? Non, Éric Coquerel (LFI), sur franceinfo, dimanche matin.

LVOG - Vous allez peut-être estimer que mon ironie est déplacée, attendez de lire la suite.

Éric Coquerel - On ne va pas s'allier avec des gens d'En marche ! (Heureusement qu'il le précise ! - LVOG)  
On va se garantir aussi de ne pas s'allier avec des gens qui ont délégué des services publics au privé dans les mandats précédents. Il y a comme ça un certain nombre de conditions. francetvinfo.fr 23.06

Vraiment ?

Rappel cruel.

Mélenchon, ministre délégué à l'Enseignement professionnel du 27 mars 2000 au 6 mai 2002 sous Lionel Jospin

### **- Quel gouvernement a le plus privatisé depuis 30 ans ? - Le Figaro 05/10/2018**

Arrivé à Matignon en juin 1997, en cohabitation avec Jacques Chirac, Lionel Jospin poursuit les privatisations et cède pour un total d'environ 30 milliards d'euros des parts de nombreuses entreprises, selon les chiffres de l'AFP. Le même chiffre a donc été avancé par Bruno Le Maire mercredi. L'État de la France de 2001 estime à 210 milliards de francs l'ensemble des privatisations sur la période 1997-2002.

Ces privatisations concernent notamment France Telecom, Thomson-CSF, Air France ou Eramet ainsi que les banques CIC, Société marseillaise de crédit et Crédit lyonnais. Les assureurs Gan et CNP sont également totalement ou partiellement cédés. Ouverture du capital d'Aérospatiale (qui devient EADS). Mars 2002 : mise en bourse de 49 % du capital d'ASF. (Source : Le Figaro 05/10/2018 et Wikipédia)

Elle est bien bonne celle-là, n'est-ce pas ? Vous avez bien lu : *"On va se garantir aussi de ne pas s'allier avec des gens qui ont délégué des services publics au privé dans les mandats précédents."* Ils osent tout décidément !

Vont-ils virer Mélenchon, ex-ministre sous Chirac (RPR-UMP-LR) ?

**Le 26 juin 2019**

## **CAUSERIE ET INFOS**

- [Au format pdf \(pages\)](#)

### **Démystification. Testez votre capacité à résister à l'endoctrinement officiel ou à la schizophrénie climatico-néolibérale aggravée.**

climato-realistes.fr - En réalité la teneur de l'air en CO2 est une conséquence des températures de la zone intertropicale de dégazage, il n'y a dans l'air que 6% de CO2 qui vienne des combustibles fossiles (le reste vient des dégazages naturels des océans et des sols), et la teneur de l'air en CO2 n'a aucun effet car les émissions infrarouge thermique du globe qui refroidissent la surface et la troposphère sont à 90% celles de la vapeur d'eau et des nuages: la teneur en vapeur d'eau de la haute troposphère (là où devrait se voir un effet de plus de CO2) a, comme observé depuis 40 ans, diminué et le rayonnement infrarouge du globe augmenté ... sans que l'on voie la moindre trace du forçage radiatif par plus de gaz à effet de serre qui suppose a priori que la vapeur d'eau aille croissant dans la haute troposphère.

Rappelons encore que le cumul des émissions de CO2 venant de combustibles fossiles depuis 1751 représente 1% (un pour cent) du carbone qui circule entre les océans l'air et la végétation et les sols (440 Gt-C (fin 2018) pour 42000 Gt-C). <https://www.climato-realistes.fr> 13 mai 2019

LVOG - Vous avez bien lu, tout cela pour 1% ! Ce 1% doit vous rappelez un autre, n'est-ce pas ? Bravo, vous avez trouvé l'origine de cette gigantesque mystification, et ceux qui destinés à en profiter, les mêmes.

### **Les canicules d'avant la canicule au cours du XXe siècle - contrepoints.org 25 juin 2019**

#### **Année 1900**

Le mois de juillet est le plus chaud à Paris depuis 1859. Longue période de fortes chaleurs avec des températures atteignant 40 degrés à Châteaudun. Paris manque d'eau.

#### **Année 1911**

En France, juillet août et septembre sont très chauds et les températures dépassent fréquemment 35°. On dénombra 40 000 morts dus à cette canicule, aussi bien des personnes âgées que des enfants en bas âge.

#### **Année 1921**

Après la sécheresse qui a commencé à l'automne 1920, le 1er janvier 1921 la vague de douceur se poursuit : 19,4° à Bordeaux, 16,5° à Châteauroux, et s'aggrave en février. Mars et avril sont toujours exceptionnellement secs et ensoleillés.

Du 14 au 17 avril, il neige fréquemment sur presque toute la France – un orage déverse 20 cm de grêle sur le Languedoc dans la soirée du 14 avril.

En juin, la sécheresse devient dramatique, aucune goutte de pluie n'est observée dans l'Oise, la Somme et le Languedoc-Roussillon ; à Paris, c'est le mois de juin le plus sec depuis 1810, une vague de chaleur exceptionnelle se produit entre le 24 et le 28 juin ; le 28 juin, un orage de grêle ravage les Deux-Sèvres avec des grêlons de 125 grammes.

Un été caniculaire s'abat sur la Lorraine. Le déficit de pluie atteint des records. Les récoltes s'annoncent faibles ; les prés, pâturages et parcs sont « grillés » comme les arbres qui « se laissent déplumer » par le vent brûlant.

Juillet reste extrêmement sec, absolument sans pluie dans la Beauce, le pays de Caux et la Picardie ; du 22 mai au 11 juillet, il ne tombe que 2 mm à Paris.

Cette sécheresse concerne également les Pays-Bas et l'Angleterre (le débit de la Tamise est réduit au 1/10ème de la moyenne) – La sécheresse perdure en Angleterre. On y dénombre de nombreux décès dus à la chaleur. Record de chaleur depuis 40 ans.

Aux USA, les températures élevées perdurent depuis août 1920, avec des températures mensuelles supérieures de 3,4° (F) supérieures à la moyenne. Le mois de mars vit une température supérieure à 10,8° (F)

Le 13 juillet, on observe également une chaleur torride et un maximum de 44,8° aurait été mesuré à Bourg (il s'agit de la valeur non officielle la plus élevée mesurée à l'ombre, en France).

La vague de chaleur atteint son maximum les 28 et 29 juillet où l'on mesure des températures supérieures à 38° sur les trois quarts de la France (40 à 42° à Vesoul, Besançon, Albertville, Bourg en Bresse et Moulin)

En août, la grande sécheresse en Europe, combinée avec des températures élevées, est la cause d'une fonte rapide des glaciers alpins.

Le déficit de pluie atteint des records. Début août, les mirabelles se font rares et comme la terre des jardins des maraîchers est brûlée, les légumes « ont pour ainsi dire disparu. Un pied de salade très dure se paie à des prix inconnus. On n'arrive presque plus à obtenir le bouquet nécessaire au pot-au-feu », peut-on lire dans les comptes-rendus de l'époque. Les prés, pâturages et parcs sont « grillés » comme les arbres qui « se laissent déplumer » par le vent brûlant.

Octobre est le plus chaud et le plus sec depuis 1757. Une vague de chaleur exceptionnelle se produit du 1er au 20 octobre. Au cours de la première semaine, les températures dépassent partout les 30° -le 5 octobre, on atteint même 36° dans les Basses Pyrénées.

Le 4 novembre 1921 voit enfin le retour de la pluie, mettant fin à la sécheresse mais le beau temps dominera pratiquement jusqu'à Noël.

Du 4 au 7 décembre, les gelées restent très fortes. Les 28 et 29 décembre, sont à l'inverse très doux, les températures dépassent 15° sur presque tout le pays.

L'année 1921 aura été la plus chaude et la plus sèche à Paris depuis le début des observations météo (1851) ; au total, il ne tombe que 270 mm d'eau contre 625 mm en moyenne.

### **Année 1934**

USA : Pratiquement l'ensemble du pays subit une sécheresse sévère. En juin, on relève des températures supérieures à 100°F (38°C) dans 48 états. Le Texas, l'Oklahoma et le Kansas sont l'objet d'une véritable catastrophe, qui provoque l'exode majoritairement définitif de 3 millions d'habitants vers des lieux plus cléments.

Chine : vague de chaleur inhabituelle. Dans certains endroits, on relève des températures de 40 à 45° entraînant de nombreux décès. Les récoltes sont ruinées.

France : vague de chaleur torride et sécheresse au printemps et en été. Mi-avril, la température atteint près de 30°. Mi-septembre, 36° à Clermont-Ferrand. En décembre, la température moyenne est supérieure de 5° à la normale. [contrepoints.org](http://contrepoints.org) 25.06

### **Nouvelles d'Inde (chez moi).**

LVOG - Bienvenue au club ! J'ai appris que la température allait ou avait grimpé jusqu'à 40°C ou plus en France, 48°C en Algérie. Avant-hier j'ai été privé d'électricité, donc de climatisation et j'ai passé une nuit blanche, ma compagne indienne a dormi paisiblement avec un ventilateur, comme quoi nous sommes différents.

Après plus de 22 ans en Inde, je ne m'y habituerai jamais, et en vieillissant cela ne s'améliore pas ! Au-delà de 25 ou 26°C, je ne peux plus dormir. En revanche la journée cela ne me gêne pas, je m'active du matin au soir, y compris en plein soleil, je bois 4 à 5 litres d'eau par jour et je change trois fois de short, je ne porte que cela, sauf pour sortir en ville évidemment. Cela m'a aidé à perdre 6 kilos en deux mois environ et je me sens beaucoup mieux. Quant au sommeil, avec la climatisation pendant quelques heures, c'est un tel soulagement de retrouver un peu de fraîcheur, que je m'endors au bout de quelques minutes tant je suis claqué.

J'ai encore lu un article débile de 20Minutes dans lequel ils affirmaient que d'ici 2050 il y aurait 1 milliard de climatiseurs en Inde, alors qu'en 2019 le nombre de foyers ayant les moyens d'acquérir un climatiseur, puis de l'entretenir, et ensuite payer les factures d'électricité ne doit pas dépasser 120 à 150 millions en étant généreux, ici le prix de l'électricité est progressif, plus on consomme et plus le prix du kilowatt/H est élevé, c'est dissuasif. Sans compter que la plupart des installations électriques ne sont pas conçues pour supporter ce genre d'appareil

### **- "C'est vraiment des conditions critiques pour la vie" : un scientifique alerte sur la chaleur extrême en Inde - franceinfo 21.06**

Ces derniers jours, le thermomètre est monté jusqu'à 50 °C. "On passe quand même de quelque chose qui est difficilement supportable, assure-t-il, autour de 40, 42 °C, à quelque chose qui est plus proche de 50 °C. C'est vraiment des conditions très critiques pour la vie."

La mousson tarde à arriver, "ce qui fait que les conditions chaudes sont anormalement longues par rapport aux années habituelles", explique le chercheur. Les vents et l'augmentation de la vapeur d'eau dans l'atmosphère – due aux gaz à effets de serre – piègent la chaleur et accentuent le réchauffement de ces régions.

Depuis quelques années, le gouvernement indien met en place des programmes pour lutter contre ces vagues de chaleur. "Il y a une conscience beaucoup plus aiguë de ce que peut représenter le danger des changements climatiques, indique Pascal Terray. Mais ils ne sont pas forcément prêts à sacrifier leur développement économique." franceinfo 21.06

LVOG - Pourquoi, les Indiens devraient y renoncer ?

### **Commentaire d'un internaute**

- "Ben oui ! Vu le modèle capitaliste on en est réduit à choisir entre rester en vie et se développer économiquement. Ca craint."

LVOG - Dites donc, chez vous en France, en Europe, le développement économique il est terminé depuis belle lurette, alors qu'attendez-vous pour vous débarrasser du capitalisme et nous en débarrasser du même coup ?

### **- Inde: dans Chennai à court d'eau, la quête obsessionnelle de l'or bleu - AFP 22 juin 2019**

Dans le grincement de poulies et les splashes d'éclaboussures, des habitants tirent du plus vite qu'ils peuvent le fond d'eau de leur puits pour remplir leurs bidons du précieux liquide, devenu rare dans la ville indienne de Chennai.

Des précipitations insuffisantes depuis dix-huit mois ont plongé cette grande métropole du sud de l'Inde dans un stress hydrique appelé à durer des semaines encore. Dans cette agglomération de dix millions d'âmes, l'eau est devenue une obsession quotidienne.

Capitale du riche État du Tamil Nadu, Chennai dispose en temps normal de 830 millions de litres d'eau par jour. À l'heure actuelle, les autorités n'arrivent à fournir que 60% de cet approvisionnement. Les réservoirs sont à sec, les nappes phréatiques toujours plus basses.

"Nous n'arrivons pas à dormir la nuit car nous avons peur que ce puits s'épuise", confie à l'AFP Srinivasan V, un électricien de 39 ans venu à l'aube y chercher le quota autorisé par son quartier, proche de l'aéroport international. Les seaux s'enfoncent à une vingtaine de mètres de profondeur, dans l'obscurité, avant d'enfin rencontrer la nappe liquide.

Face à la pénurie, les gérants de ce point d'eau ont posé un verrou dessus et n'autorisent les 70 familles qui en dépendent à n'en tirer chacune que trois pots de 25 litres par jour. Une quantité insuffisante qui oblige les résidents à trouver d'autres sources pour compléter, ou à acheter au prix fort de l'eau à des sociétés privées.

Comme lors des précédentes sécheresses dans la région, qui n'avaient toutefois pas atteint un tel stade critique, ce puits fait l'objet d'un tirage au sort pour déterminer l'ordre de passage des habitants. Aux premiers une eau claire et abondante, aux derniers le raclement du fond et un liquide couleur de terre.

Srinivasan V passe près de cinq heures par jour à chercher de l'eau. Il consacre ces derniers temps 2.000 roupies par mois (25 euros) à acheter de l'eau en bonbonne ou à cotiser pour la venue d'un camion citerne privé, une fortune au vu de son salaire mensuel de 15.000 roupies (190 euros). (Plus du double du salaire minimum. - LVOG)

Pour les bourses modestes comme la sienne, cette dépense prioritaire rogne le reste de son budget: "j'ai plusieurs emprunts, notamment pour la maison, je n'ai pas pu payer les échéances", raconte-t-il.

La ville tout entière vit aujourd'hui à l'heure de l'eau rare.

Certains restaurants préfèrent servir la nourriture sur les traditionnelles feuilles de bananier, pour économiser l'eau dépensée en vaisselle d'assiettes. Des habitants se lèvent en pleine nuit pour ouvrir les robinets capricieux et attendre, des heures durant, que les récipients se remplissent, goutte à goutte.

Le matin, les enfants se chamaillent pour savoir qui aura le droit de se laver ce jour-là. Dès l'aube dans la rue, des files d'attente de gens aux faibles revenus s'étirent devant des pompes, où l'eau est gratuite.

Les nerfs sont à vif. Des disputes éclatent souvent, parfois violentes. Dans une autre ville du Tamil Nadu, une famille a battu à mort un activiste qui l'accusait de prendre trop d'eau.

Pendant que leur mari est au bureau, les épouses peuvent passer près de six heures par jour à faire la queue à la pompe, trois heures le matin et trois heures le soir. "Trouver de l'eau et la porter jusqu'à la maison, c'est un travail à plein temps pour nous", explique Nagammal Mani, une femme patientant dans une file d'attente.

Chennai tire habituellement le gros de son eau de quatre grands lacs-réservoirs voisins. La mauvaise mousson de l'année dernière ne les ayant pas régénérés, ceux-ci ne présentent plus que l'aspect de déserts craquelés, où pourrissent des cadavres de poissons morts.

Si les précipitations défailtantes sont les principales responsables de la situation, les experts soulignent que la crise est aggravée par le faible taux de récupération d'eau de pluie en Inde, société de plus en plus urbanisée et dont les besoins hydriques vont croissants.

"Au lieu de dépenser 5.000-10.000 roupies dans l'urgence pour faire venir une citerne d'eau privée, les gens auraient pu dépenser cet argent pour un système de récolte d'eau de pluie, ils pourraient alors être indépendants", note Pradeep John, un blogueur très suivi au Tamil Nadu pour ses prévisions météorologiques. (Quand on sait qu'il ne pleut que trois à quatre fois par an, on se demande bien à quoi servirait de récupérer l'eau de pluie, au bout de 8 jours elle serait épuisée ! Ridicule ! Notez au passage les connaissances ou la perspicacité du correspondant ou du journaliste de l'AFP en Inde ! - LVOG)

Pour son malheur, Chennai n'attend pas de retour à la normale dans l'immédiat. Tous les regards sont tournés vers la prochaine mousson, qui sévit dans cette région à partir d'octobre et lui fournit le gros de ses pluies annuelles.

"Si l'eau ne vient pas, les gens n'auront plus que du sang à la place des larmes pour pleurer", redoute la femme au foyer Parvathy Ramesh. AFP 22 juin 2019

LVOG - Au fait, pourquoi l'Inde ne se dote-t-elle pas d'usines de désalinisation d'eau de mer pour procurer de l'eau potable en quantité illimitée aux habitants des grandes villes situées le long du littoral ?

Dans mon village situé à environ 15 kilomètres de la mer, l'eau est disponible de 5h à 5h30 le matin, et de 16h à 16h30 l'après-midi, soit une heure par jour, elle provient du réservoir du village, l'eau est pompée à environ 100 mètres de profondeur à l'aide d'un moteur électrique.

J'en dispose d'un plus modeste à 70 mètres de profondeur dans mon jardin, car l'eau de village n'arrivait pas jusque chez moi, cela m'a coûté 65.000 roupies, soit environ 800 euros. J'ai installé un réservoir de 2.000 litres sur la terrasse de la maison, chaque soir systématiquement je le remplis.

Pourquoi l'eau n'est-elle pas disponible en permanence ? Parce que le réservoir n'y suffirait pas et les Indiens gaspilleraient l'eau si précieuse, ils n'ont absolument aucun sens civique ou des responsabilités, ce qu'un occidental a du mal à imaginer, bien que dans les cas extrêmes, il n'est pas mal non plus !

**France24** - La pénurie d'eau à Madras (Chennai - LVOG) conduit à des décisions drastiques. Les écoles, les hôtels et les commerces sont fermés. Les hôpitaux ont ajourné les opérations chirurgicales non urgentes. euronews 23 juin 2019

Une crise qui génère des tensions dans le pays. Mercredi 19 juin, les habitants de la ville de Coimbatore, dans le sud-ouest de l'Inde, ont manifesté devant le bâtiment du gouvernement municipal pour dénoncer la négligence des autorités, donnant lieu à plus de 500 arrestations. Des camions d'approvisionnement en eau auraient été détournés, et leurs chauffeurs attaqués, selon l'ONG indienne Force. Le parti de l'opposition Dravida Munnetra Kazhagam appelle à une nouvelle manifestation le 22 juin. france24.com 22.06

**Les Echos** - Selon les experts, plus de 40 % du territoire est menacé par une sécheresse, alors que l'Inde fait déjà face à une grave crise de l'eau.

À l'instar de Bhagat Ram Dal, ils sont en Inde plus de 600 millions - soit près de la moitié de la population - à avoir difficilement accès à l'eau, selon un rapport publié l'année dernière par NITI Aayog, le think tank du gouvernement. Et dans ce quartier défavorisé situé dans le sud de Delhi, beaucoup n'ont même pas l'eau courante et dépendent entièrement des camions-citernes acheminés par la municipalité. « Lorsque nous n'avons pas beaucoup d'eau, nous ne nous douchons pas pour que nos enfants puissent se laver », explique Devindri, une mère de famille qui attend plusieurs fois par semaine le camion-citerne pour remplir ses seaux et ses réservoirs. Et en été, il se fait plus rare.

Cette pénurie a contribué au développement d'une « mafia de l'eau » dans la capitale indienne, où près de 20 % des ménages n'ont pas accès à l'eau courante. Grâce à de nombreux forages illégaux, le précieux liquide est directement prélevé dans le sous-sol avant d'être revendu. Une pratique qui accélère l'assèchement de la nappe phréatique, l'une des plus importantes sources d'eau en Inde. « Il faut aller de plus en plus en profondeur pour trouver de l'eau, au début, on la trouvait à 60 mètres sous terre, maintenant, il faut aller jusqu'à 150/180 mètres », explique un transporteur du marché noir ayant préféré garder l'anonymat. D'ici à 2020, c'est-à-dire dans six mois, 21 villes indiennes, dont New Delhi, auront épuisé leurs ressources d'eau souterraine, selon NITI Aayog.

« La sécheresse n'est pas l'unique facteur : moins de 10 % des villes possèdent des infrastructures de traitement partiel des eaux, nous ne récupérons que 6 % de l'eau de pluie et nos cultures agricoles nécessitent une irrigation intensive », énumère l'environnementaliste Vimlendu Jha. L'agriculture consomme en effet 83 % des ressources, contre 5 % pour l'usage domestique. « Le blé, le riz, la canne à sucre ou encore le coton sont gourmands en eau et beaucoup de ces produits sont exportés, ce qui revient à dire que nous exportons de l'eau », explique Nirma Bora, porte-parole de l'ONG Wate-rAid.

Pour tenter de faire face à l'ampleur du problème, l'Inde s'est dotée, à la fin du mois de mai, d'un ministère de l'Eau avec l'ambitieux objectif d'installer un robinet dans tous les foyers d'ici à 2024. « Mais faut-il encore que de l'eau puisse couler de ces robinets », pointe Vimlendu Jha. lesechos.fr 13.06

**- Inde : face à la chaleur et au manque d'eau, des villages entiers se vident de leur population - lesechos.fr 19.06**

Si le mois de juin est chaque année particulièrement dur pour l'Inde, la situation se détériore année après année du fait du réchauffement climatique. Lundi dernier, Delhi a enregistré son plus haut pic pour un mois de juin, à 48°C. Et dans la région du Rajasthan, la ville de Churu est momentanément devenue l'endroit le plus chaud de la planète lorsque le mercure a affiché 50,8°C.

Résultat : des centaines de villages sont désertés par leurs habitants face au manque d'eau, notamment dans la région de Bombay, la capitale économique du pays, rapporte le correspondant du « Guardian » en Inde dans un article poignant.

« Selon des estimations, près de 90 % de la population de la région aurait fui, laissant les malades et les personnes âgées se débrouiller seuls face à une crise de l'eau qui ne montre aucun signe de ralentissement », relève le journaliste sur place. De son côté, le « Times » rapporte que des dizaines de milliers de personnes ont également fui leurs villages dans le nord du pays, notamment dans les Etats de l'Uttar Pradesh et du Bihar.

« C'est toute la problématique des réfugiés climatiques qui commence à se poser », commente Françoise Vimeux, climatologue à l'Institut de Recherche pour le Développement. Selon les estimations de la Banque mondiale, plus de 140 millions de personnes pourraient être forcées de migrer d'ici à 2050 à cause du réchauffement climatique.

600 millions de personnes, soit la moitié de la population indienne, ne disposent pas d'un accès direct à l'eau. lesechos.fr 19/06

**- Au Maharashtra, des dizaines de milliers de villages n'ont plus d'eau, et des restrictions sont en cours à Bombay. - lemonde.fr 05.06**

Deux bidons de 35 litres, pas plus. Voilà la quantité d'eau à laquelle a droit Nasreen Sayyed ces jours-ci, à Bombay, pour assurer les besoins domestiques quotidiens de son foyer – pas de mari, mais deux parents et trois enfants. En attendant les pluies de la mousson, annoncées au mieux pour la mi-juin, cette mère de famille subit avec colère la pénurie d'eau qui frappe la capitale commerciale de l'Inde. Femme de ménage, elle vit à la pointe sud de la mégapole péninsulaire, à Geeta Nagar, un bidonville de 2 000 habitants qui borde les jardins très chics du lotissement militaire de la Navy. « La municipalité envoie de l'eau au robinet collectif au milieu de la nuit, et tous les soirs je fais la queue dans la rue, avec mes voisines », raconte-t-elle, épuisée par ses allées et venues.

Depuis la fin mai, ce n'est que vers 2 heures du matin que Mme Sayyed arrive à remplir ses bidons. « Je n'ai pas intérêt à rater le créneau horaire, car on passe par groupes de dix et on se fait dégager au bout de trente minutes », précise-t-elle, rageuse. En temps normal, le créneau dure une heure et elle est autorisée à remplir trois bidons, pas deux.

Bombay, comme tout le centre du sous-continent, est frappée par une sécheresse d'une rare intensité. Exception faite de 2012, c'est « la pire depuis les années 1950 », indique le service météorologique indien, qui avance deux explications : le bilan pluviométrique désastreux de la mousson de l'été 2018, et la recrudescence du phénomène El Niño dans l'océan Pacifique, qui se traduit traditionnellement, en Inde, par un déficit de pluie au printemps, durant les mois qui précèdent la mousson.

Dans les sept lacs artificiels qui alimentent la ville, le niveau est préoccupant, au point que la municipalité dit ignorer ce qu'il adviendra s'il ne pleut pas assez d'ici à la mi-juillet. Le 28 mai, le gouvernement régional du Maharashtra, à court d'idées, a pris la décision de provoquer des pluies artificielles. Cet été, des avions pulvériseront, dans les airs, de la glace susceptible de se transformer en nuages et en précipitations. lemonde.fr 05.06

**Quand travailler est source de dérèglement mental.**

Ce moment de détente susceptible de favoriser l'équilibre mental des lecteurs (ou un rafraîchissement neuronal salutaire !), vous est offert par Sputnik.

Le portail de l'agence de presse (officielle) russe Sputnik traite pêle-mêle actualité et faits divers au point souvent de confondre les deux, ce qui donne des articles loufoques notamment, où ressort également la culture officielle ou l'état d'esprit de ses élites. Les lecteurs français ou francophones ignorent le contexte dans lequel ces articles ont été rédigés ou ce qui a motivé leurs rédacteurs, s'ils ne suivent pas quotidiennement ou régulièrement l'actualité sociale et politique russe.

En voici un exemple, où le plus sérieusement du monde Sputnik a relayé un lieu commun d'une banalité ridicule qui semble-t-il a échappé à son rédacteur.

Pour étayer les propos tenus le 11 juin 2019 par le Premier ministre russe, Dmitri Medvedev, lors de la session plénière de la Conférence internationale du Travail (OIT) au Palais des Nations à Genève, le journaliste a cru bon de publier les résultats d'une étude de scientifiques de l'université de Cambridge qui allaient dans le sens des propos de Dmitri Medvedev, qui avait estimé que "la réduction hebdomadaire du temps de travail était inéluctable" et plaidé "pour la semaine de travail de quatre jours" (Sputnik 13 juin).

LVOG - Si un jour ça suffit, alors pourquoi en rajouter, franchement !

Combien faut-il travailler de jours par semaine pour améliorer sa santé mentale? - Sputnik 23.06

LVOG - Qu'il s'agisse du corps en général ou du cerveau en particulier, quand on aborde leur état, on parle couramment de bonne ou de mauvaise santé traduisant un équilibre ou un déséquilibre biologique (chimique) ou psychologique en rapport avec une alimentation, une hygiène et des conditions de vie et de travail. La santé ou la maladie ne sont pas des états en soi qui existeraient tels quels, ce sont les conséquences des rapports ou traitement que l'on fait subir ou imposent au corps à un moment donné ou tout au long de la vie (vieillesse). Vous allez tout de suite comprendre pourquoi cette précision.

Sputnik - Bien que le fait d'être au chômage aggrave la santé mentale, il est possible d'améliorer son état de santé en ne travaillant qu'un seul jour par semaine, ont affirmé des scientifiques de l'université de Cambridge.

LVOG - Alors pourquoi travailler au-delà ! A entendre ces "scientifiques", notre "santé mentale" serait déficiente en permanence et s'aggraverait quand on se retrouve au chômage, comme quoi au passage le travail peut être nuisible, mais là n'est pas l'essentiel.

On se demande comment ou sur quels critères ils évaluent ce qu'ils appellent "la santé mentale", si la traduction de l'anglais en français du journaliste de Sputnik est correcte. Il y a fort à parier qu'ils doivent considérer en bonne santé mentale ou équilibrées sur le plan psychologique les personnes qui se fondent dans le moule de la société telle qu'elle existe ou s'y adaptent sans manifester de comportements excessifs, bref qui adoptent le formalisme de rigueur, étant entendu qu'en règle générale la société actuelle est une source de bien-être et de bonheur partagés.

En fait, c'est tout le contraire, elle est fondée sur des rapports sociaux déséquilibrés (inégalités entre les classes sociales) qui entraînent toutes sortes de réactions violentes, que l'on impute hâtivement aux individus qui en sont en réalité les victimes. Donc sans doute inconsciemment, ces "scientifiques" sont parvenus à la conclusion que c'était la société soumise au capitalisme qui était à l'origine de tous les maux de la société et des hommes.

Sputnik - Les scientifiques ont recueilli et analysé les données sur la santé mentale et la situation professionnelle de plus de 71.000 personnes âgées d'entre 16 et 64 ans en deux ans. L'étude a été publiée dans la revue Social Science and Medicine.

Il s'est trouvé que le passage du statut de chômeur à celui de salarié baissait le risque d'aggravation de sa santé mentale de 30%. Il ne suffit que de huit heures de travail par semaine pour avoir un effet positif sur la santé.



LVOG - Ils confirment ici qu'il ne suffit pas de travailler pour être en bonne "santé mentale". Comment pourrait-il en être autrement quand en travaillant (ou non d'ailleurs) on est soumis à un régime d'exploitation et d'oppression, ce serait l'inverse qui serait très inquiétant.

Sputnik - Cependant, une autre analyse a permis d'établir que travailler plus longtemps ne présentait aucun avantage supplémentaire, affirment les chercheurs, alors que le fait de travailler moins de 36 à 40 heures par semaine ne provoque pas une dégradation de la santé mentale.

LVOG - Mais peut présenter un "avantage supplémentaire" tel par exemple que l'augmentation du taux d'exploitation, ce que Medvedev avait justement rappelé à la tribune de l'OIT, Sputnik le 13 juin : "Le Premier ministre a cité l'exemple de l'industriel américain Henry Ford, qui avait décidé il y a un siècle de ramener la semaine de travail de 48 à 40 heures, obtenant une augmentation de la productivité du travail."

Chacun sait que l'augmentation de la productivité se traduit le plus souvent par des conditions de travail dégradées, qui vont pourrir la vie des travailleurs et influencer sur leur mental, mais de cela il ne sera pas question ici, normal.

L'idéal pour le capitalisme, c'est d'augmenter à la fois la productivité et la durée du travail... qui va alimenter la crise du capitalisme ou préparer les conditions de la prochaine crise, un cercle vicieux en somme dû aux contradictions du capitalisme...

Sputnik - «Il est bien mieux de réduire les heures de travail pour tout le monde que d'augmenter le chômage de certaines personnes», a déclaré Brendan Burchell, co-auteur de l'étude.

LVOG - Vaut mieux pour le capitalisme maintenir une armée de réserve importante pour faire pression sur les salaires à la baisse, et faire accepter à ceux qui ont un emploi n'importe quelles conditions de travail sous peine d'être viré...

Sputnik - Mike Slade, professeur de rétablissement de la santé mentale et d'inclusion sociale à l'université de Nottingham, a déclaré: «C'est une étude très importante qui démontre l'importance de ces rôles socialement valorisés tels que l'emploi», ajoutant que la recherche a mis en évidence l'importance de soutenir ceux qui souffrent de problèmes de santé mentale et qui cherchent à retourner au travail. Sputnik 23.06

LVOG - En conclusion, les travailleurs au chômage sont traités comme des malades mentaux par ces "scientifiques", alors que les capitalistes et leurs représentants qui les privent d'emploi, les psychopathes qui gouvernent ne méritent pas ce traitement. Cette société produit d'innombrables maux dont ces "scientifiques" se repaissent. Ils lui doivent leur statut privilégié, par conséquent ils n'ont aucune raison de s'attaquer à leur origine, le capitalisme. Pour eux, le chômage c'est comme le cholestérol !

Tout cela pour nous dire que le chômage serait nuisible ! Vous comprendrez pourquoi on a un peu élargi la discussion.

### **En complément. Peut-on ou doit-on travailler en période de canicule ?**

- Peut-on faire du sport en période de canicule ? - LePoint.fr 25.06

### **Parole d'internaute. Le capitalisme en état de survie artificielle. Pour combien de temps encore ?**

1- Les intelligences artificielles sont tout sauf intelligentes, ce sont juste des algorithmes pas plus intelligents qu'une pelle ou un rouleau de PQ. Cette appellation héritée du globish est un hymne à la novlangue à elle toute seule.

2- Non, non, il n'y a rien d'intelligent dans les IA. En fait l'expression "intelligence artificielle" est une traduction bête de l'anglais "artificial intelligence", où "intelligence" est plutôt à prendre au sens du I de CIA: c'est de la compilation de renseignements automatisée. Les techniques de base pour ça n'ont pas changé depuis des décennies. Ce qui a changé par contre, c'est la quantité de renseignements disponibles. Ce n'est d'ailleurs pas étonnant que les progrès faits dans ce domaine aient été faits par les plus gros compilateurs

de données que sont Google et Facebook. Mais les algos sous-jacents sont quasiment les mêmes que ceux utilisés dans les années 80, et n'ont rien d'intelligent, vraiment...

3- S'il y a bien une caractéristique de la novlangue, c'est de désigner quelque chose par un mot signifiant son exact contraire. Par exemple nommer « démocratie » un régime oligarchique... ou bien nommer « intelligent » un objet inanimé.

Pour l'instant et jusqu'à preuve du contraire, qui dit intelligence dit vie. On ne connaît rien d'intelligent qui ne soit pas vivant. Nommer « intelligence artificielle » des machines est une des plus belle entourloupes de l'histoire humaine. Rien que le fait d'accoler les mots « intelligence » et « artificielle » est un procédé qui en dit long : cela signifie en creux que l'homme serait capable de fabriquer de l'intelligence, ce qui sous-entend fabriquer de la conscience, pour ne pas dire de la vie. C'est le trip de l'homme démiurge qui se prend pour Dieu, qui prétend vivre indéfiniment en tuant la mort, bref, toute l'idéologie du transhumanisme résumée en une simple expression : « IA ».

Pour l'instant on ne sait pas ce qu'est l'intelligence, et encore moins la conscience. Difficile d'imaginer fabriquer quelque chose dont on ignore la nature. Les ingénieurs et les neuros travaillant sur l' « IA » partagent tous la même croyance implicite que plus les algos et les réseaux de neurones seront complexes, plus la probabilité de voir une conscience émerger sera forte, sans avoir la moindre idée de comment une telle chose pourrait se produire. C'est magique. Mais cette croyance-là, basée sur la croyance que le cerveau produit la conscience, personne ne la remet jamais en question.

### **Acte 32 et Gilets Jaunes**

#### **- "Gilets jaunes" : le point sur les manifestations en France samedi - Franceinfo 22 juin 2019**

Nouvelle journée de mobilisation des "Gilets jaunes", samedi 22 juin, dans plusieurs villes de France : franceinfo fait le point sur les mobilisations.

À Charleville-Mézières (Ardennes), où un appel national avait été lancé, près de 400 manifestants ont défilé dès la fin de matinée. Ils ont commencé à se rassembler place de l'Hôtel-de-ville, un secteur qui leur était interdit. Ils se sont ensuite dirigés vers le centre-ville, dans le calme. La situation s'est légèrement tendue vers 15 heures, lorsque les CRS ont chargé pour repousser les manifestants. Une grosse partie des manifestants ont été dispersés. Une vitrine d'un bar-tabac a été caillassée et une quinzaine de personnes ont été interpellées.

À Belfort (Territoire de Belfort), une centaine de "gilets jaunes" ont rejoint la mobilisation de soutien aux salariés de General Electric, touchés par un plan social. Au total, 5 000 personnes ont manifesté.

À Saint-Avold (Moselle), un automobiliste a forcé un barrage de "gilets jaunes", samedi matin. Le conducteur, qui roulait à faible allure, a forcé par deux fois le barrage mis en place sur un rond-point devant un centre commercial. Au second passage, il a renversé un manifestant sur la chaussée. Ce dernier, âgé de 38 ans, a été transporté à l'hôpital pour des blessures légères à la jambe. L'automobiliste a été interpellé et placé en garde à vue.

À Laxou (Meurthe-et-Moselle), une cinquantaine de manifestants ont mis en place un barrage filtrant à l'entrée d'un centre commercial, après avoir fait une opération escargot sur l'A31.

À Saint-Malo (Ille-et-Vilaine), des "gilets jaunes" ont bloqué l'entrée de la gare maritime, provoquant de gros bouchons et des problèmes de circulation en fin de matinée. Certains automobilistes qui voulaient traverser la Manche sont restés coincés pendant près de trois heures, jusqu'à l'intervention des forces de l'ordre qui ont délogé les manifestants.

À Paris, plusieurs centaines de personnes ont défilé. Le cortège est parti de Bercy pour arriver place d'Estiennes-d'Orves, dans le 9e arrondissement. Aucun incident n'est à signaler.

À Marseille (Bouches-du-Rhône), 300 "gilets jaunes" ont manifesté selon la police, alors qu'un appel national à s'y rassembler avait aussi été lancé.

À Nîmes (Gard), ils étaient une quarantaine sur un barrage filtrant ce samedi matin, avant d'être délogés par les autorités. Un "Gilet jaune" a été interpellé pour entrave à la circulation.

A Bordeaux (Gironde), la préfecture a compté 750 "gilets jaunes" qui ont défilé sur un itinéraire non autorisé dans les rues du centre, sans incident signalé. Franceinfo 22 juin 2019

**- Gilets jaunes: la mobilisation en hausse par rapport à l'acte 31, selon l'Intérieur - sputniknews.com 22.06**

Selon les estimations du ministère de l'Intérieur 11.800 Gilets jaunes ont pris part à la mobilisation ce samedi à travers la France, soit une hausse par rapport à l'acte 31 qui, d'après la même source, n'avait rassemblé que 7.000 manifestants.

Pour sa part, le Nombre jaune évoque 25.553 manifestants, contestant ainsi le chiffre donné par le ministère. sputniknews.com 22.06

**- Gilets jaunes: plusieurs figures médiatiques s'unissent pour créer "un socle commun" - huffingtonpost.fr 22 juin 2019 - huffingtonpost.fr 22 juin 2019**

Le communiqué de presse a été publié quelques heures avant une journée cruciale pour l'avenir des gilets jaunes, ce samedi 22 juin.

Jérôme Rodrigues a partagé sur les réseaux sociaux un long texte de trois pages, co-signés par plusieurs leaders du mouvement. Une sorte de manifeste jetant les bases d'un "socle commun", ou l'embryon d'une structuration inédite pour ce mouvement.

Inédite car elle regroupe plusieurs personnalités ayant émergé médiatiquement de cette fronde. Des leaders qui ne veulent toutefois pas en avoir le nom ni le statut. On retrouve au bas de cette page Maxime Nicolle, Priscillia Ludosky, Jérôme Rodrigues ou encore Julien Parente, dans une liste "non-exhaustive" de signataires, comme le précise le document.

Leur but? Créer un "puissant organe de contestation collectif" pour devenir des acteurs incontournables du débat public.

Des actions sont listées jusqu'au 17 novembre 2019, qui marquera la date du premier anniversaire du mouvement.

Mais la grande nouveauté réside donc dans cette volonté apparente de se réunir autour d'un "socle commun". Il est notamment question de créer leurs "propres médias", leurs "propres circuits d'approvisionnement alimentaire" ou encore leurs "propres établissements d'épargne éthique". "Nous allons créer un socle commun (...) qui ne pourra être ignoré et défendra les intérêts des citoyens et les biens communs de tous", écrivent-ils.

Difficile à savoir pour l'heure quelles seront les conséquences précises de cette initiative. D'autant que les précédentes tentatives de structuration se sont toutes soldées par des échecs. On pense notamment au micro-parti fondé par Jacline Mouraud, à la liste présentée par Francis Lalanne lors des européennes ou encore à la candidature éphémère d'Ingrid Levavasseur. huffingtonpost.fr 22 juin 2019

**C'est le capitalisme et ses représentants qui sont à l'origine de toutes les violences.**

- Pour Macron, les gilets jaunes ne sont pas "de simples citoyens qui manifestent" - huffingtonpost.fr 24.06

À l'occasion d'un long portrait publié dans le magazine américain The New Yorker, intitulé "Emmanuel Macron peut-il endiguer la marée populiste", le président de la République revient sur les derniers mois écoulés, marqués notamment par la crise des gilets jaunes.

Interrogé sur les violences policières qui ont été maintes fois dénoncées, expression tout autant contestée par le gouvernement que par la police, Emmanuel Macron rejette la responsabilité sur les manifestants.

“Non”, il n'est pas satisfait de certaines actions de la police, “mais il faut voir ce que nous avons vécu : pour la première fois, nous avons un mouvement social avec un très haut degré de violence. Quelque chose d'unique”, justifie-t-il.

“J'ai décidé de ne pas décréter de situation particulière, ni d'interdire ces manifestations. J'ai fait cela car je ne voulais pas réduire le niveau de liberté dans ce pays. Je pense que ça aurait été une erreur”, poursuit le locataire de l'Élysée, avant de donner son avis sur les manifestants vêtus de fluo qui se mobilisent samedis après samedis: “penser que nous avons affaire à de simples citoyens en train de manifester, c'est du pur ‘bullshit’”.

“Ce qui est très compliqué à gérer, c'est que beaucoup de personnes en ont assez de la violence des manifestants, qui pourrait être synonyme d'une sorte de laxisme. Et en même temps, d'autres sont en colère face à tous ces blessés, qui sont synonyme d'autoritarisme”, ajoute Emmanuel Macron.

À noter que ces propos ne devraient pas manquer de faire réagir dans l'Hexagone. Le journaliste David Dufresne, qui documente les violences policières depuis le début du mouvement des gilets jaunes, a commenté les déclarations du chef de l'État, considérant que celles-ci relevaient du “déli”. Selon le décompte fait par le journaliste indépendant, 138 personnes ont été blessées à la tête lors des manifestations. [huffingtonpost.fr 24.06](https://www.huffingtonpost.fr/2019/06/24/138-personnes-ont-ete-blessees-a-la-tete-lors-des-manifestations/)

### **Fabrication du consentement. Comment être rejeté par 90% des électeurs inscrits et obtenir 35 à 40% d'opinions favorables lors de sondages ?**

- Sondages : la popularité de Macron et Philippe en forte hausse - L'Express.fr 25.06

Emmanuel Macron et Édouard Philippe progressent notamment auprès des plus de 65 ans, selon une enquête pour Orange, RTL et La Tribune.

Dans une première enquête BVA, le chef de l'État progresse de 3 points par rapport à fin mai pour atteindre 35% d'opinions favorables et retrouve son niveau de l'été 2018. Le Premier ministre gagne pour sa part 4 points à 40%.

Emmanuel Macron comme Édouard Philippe progressent notamment auprès des plus de 65 ans (+12 pour le chef de l'État, +11 pour le Premier ministre), selon cette enquête pour Orange, RTL et La Tribune.

Les deux-tiers des personnes interrogées (65%, -3) jugent toutefois négativement l'action du chef de l'État et 60% (-3) celle du chef du gouvernement.

Selon un autre sondage Odoxa également diffusé ce mardi, le président de la République gagne en effet 6 points pour atteindre 36% d'opinions positives, sa plus forte progression en un mois depuis son élection.

Édouard Philippe progresse pour sa part de 3 points à 37% et retrouve son niveau d'octobre 2018, avant la crise sociale, selon cette enquête pour France Inter, La Presse régionale et L'Express.

Là encore, 64% (-6) des Français interrogés jugent négativement l'action d'Emmanuel Macron et 62% (-3) celle d'Édouard Philippe. L'Express.fr 25.06

### **De droite et de gauche.**

#### **Le parti de l'ordre fait du zèle.**

- Valérie Pécresse : "La droite doit être le parti de l'ordre" - LePoint.fr 22 juin 2019

Je vous fais grâce de son interview dans lequel elle affirmait vouloir aller au bout du programme de Macron et au-delà.

Le projet de loi de transformation de la fonction publique présenté par le gouvernement :

- Là encore, il ne va pas assez loin. Le gouvernement a renoncé à baisser le nombre de fonctionnaires. Sans cela, on ne pourra jamais réduire la dépense publique.

La France a besoin d'une revue drastique de ses politiques publiques

La délinquance explose en Île-de-France. La sanction est la grande oubliée de la politique d'Emmanuel Macron. Un élève violent est exclu de l'école. Cela ne suffit pas, il faut mettre en place de vraies sanctions éducatives. Un clandestin doit être expulsé. Il faut revoir l'échelle des sanctions pour les rendre efficaces : interdire l'accès aux transports aux harceleurs ou aux pickpockets multirécidivistes, par exemple. La droite doit être le parti de l'ordre.

La France a besoin d'un plan banlieue vigoureux. Le Danemark en a fait un projet national, sans tabou : il veut doubler les peines dans les lieux de trafic, développer la mixité en interdisant plus de 30 % de logements sociaux par quartier, et plus de 30 % d'enfants issus de l'immigration par école. On en est loin !  
LePoint.fr 22 juin 2019

### **Plus bête tu meurs !**

- Vincent Cerutti de TF1 rejoint LREM - Le HuffPost 22.06

Animateur le jour, politique la nuit. Ou les deux en même temps. Comme l'a annoncé Ouest-France, le présentateur du "Grand Bêtisier" sur TMC Vincent Cerutti se lance en politique. Le HuffPost 22.06

### **Tout est dans "le non-dit".**

- Municipales: le PS prône la fermeté face à LREM - LeFigaro.fr 22 juin 2019

À la Maison de la Chimie à Paris samedi matin, devant un Conseil national socialiste quelque peu clairsemé, Olivier Faure s'est voulu très clair sur la stratégie de son parti aux municipales: «Nous ne soutiendrons à aucun endroit de France un maire qui soutiendrait la politique gouvernementale d'Emmanuel Macron».

Dans une résolution adoptée à l'unanimité par les participants, il est précisé que le PS «n'investira ou ne soutiendra aucune tête de liste soutenant la politique gouvernementale du gouvernement». Et encore, «aucun accord (...) ne sera validé par les instances nationales» en dehors de ceux conclus avec «le rassemblement le plus large possible de toute la gauche et des écologistes». Les choses sont dites, mais le non-dit n'est pas moins clair: un maire ou un candidat socialiste pourra lui, être soutenu par des membres de son équipe qui ne seraient pas issus de la gauche ou des écologistes, qu'il s'agisse du MoDem ou de LREM.

Dans de nombreuses villes de France, à Lille chez Martine Aubry, à Dijon chez François Rebsamen, au Mans chez Stéphane Le Foll, à Metz et ailleurs, de nombreux maires ont des adjoints MoDem dans leur équipe. A priori, ils ne comptent pas s'en priver. Si la fédération de Seine-Saint-Denis a ainsi déclaré l'exclusion immédiate du maire PS de Clichy-Sous-Bois Olivier Klein, investi par LREM, il ne semble pas que la direction nationale soit sur une ligne aussi raide. «Après tout, il se revendique toujours socialiste, même s'il a le soutien de LREM», indique ainsi un sénateur présent au Conseil national. Reste à savoir si Olivier Klein fera ou non allégeance à la politique du gouvernement.

Lors du Conseil national, en tribune, le président du groupe PS au Sénat, Patrick Kanner est monté au créneau pour dénoncer «des tentatives de débauchages organisées au plus haut niveau de l'État». «Cela vient directement de l'Élysée», a-t-il ajouté en marge alors qu'il y a huit jours au Sénat, dix sénateurs PS, sur le groupe de 70, se sont abstenus sur le vote de confiance au gouvernement. Leur profil est divers mais parmi eux, le premier fédéral des Hauts-De-Seine, Xavier Iacovelli, ne cache pas ses divergences avec la direction du parti. Il est avec d'autres à l'origine d'un texte qui circule actuellement «sur la social-démocratie

et sur la nécessité de sortir de l'hypocrisie». «Il n'est pas question de se rallier à Macron, se défend le sénateur PS, mais de construire la social-démocratie du XXI<sup>e</sup> siècle, sans exclusive, en discutant donc avec ceux du MoDem ou de LREM qui ont le même objectif». Iacovelli pense aussi important de «peser pour que le gouvernement engage plus de mesures sociales et écologiques». Au PS, on se dit convaincu que le texte ne sortira pas. LeFigaro.fr 22 juin 2019

### **Nébuleuse ou météorite ?**

- EELV affiche ses ambitions pour les municipales... et la présidentielle - AFP 22 juin 2019

Réuni en Conseil fédéral à Paris, au sortir d'élections européennes réussies, EELV a affiché samedi "son incroyable ambition" pour les municipales de 2020, mais aussi, déjà, la présidentielle de 2022.

Pour les municipales, M. Cormand a une nouvelle fois clairement écarté toute alliance avec le parti présidentiel: "Le projet de La République en marche n'est pas compatible avec le projet de l'écologie (...) Nous sommes clairement dans l'opposition à la majorité actuelle", a-t-il affirmé.

La ligne d'EELV n'est "pas le ni droite ni gauche", mais "l'écologie affranchie" des "complexes", des "étiquettes" comme des "vieilles cosmogonies", a-t-il expliqué.

Réuni en conseil national samedi matin, le PS a adopté une résolution où il s'engage à travailler partout en France "à la constitution de listes d'union et de rassemblement le plus large possible de toute la gauche et des écologistes".

Le parti a lui aussi tracé une ligne jaune vis-à-vis de la République en marche, en affirmant qu'il "n'investira(it) ou ne soutiendra(it) aucune tête de liste soutenant la politique libérale du gouvernement".

"Ne soyez pas tristes, la gauche est une fête", a lancé à ses camarades le premier secrétaire Olivier Faure en conclusion de son discours. AFP 22 juin 2019

### **En complément. Soutien inconditionnel aux mineurs allemands!**

- Allemagne : des militants écologistes ciblent une mine à ciel ouvert - euronews 22.06

Des milliers de jeunes manifestent en Allemagne, non loin de la mine à ciel ouvert de Garzweiler ce samedi. Le lieu est devenu un foyer de protestation pour le climat notamment depuis que la société qui y extrait de la lignite, un dérivé du charbon, menace de couper une forêt voisine. euronews 22.06

### **Déliquescence.**

- La France Insoumise en thérapie collective à Vincennes - Le HuffPost 22.06

L'objectif numéro un est de remettre les troupes en ordre de bataille en vue des prochaines échéances municipales, qui s'annoncent encore plus compliquées pour les mélenchonistes.

"La commune est le berceau de la démocratie. En gagnant des mairies et des intercommunalités, nous allons reprendre le contrôle de nos vies et préparer un avenir en commun", se fixe pour ambition le texte programmatique.

Ce samedi, hors du regard de la presse, la FI a justement planché sur la révision de son mode de gouvernance, autour d'un texte intitulé pudiquement "La France insoumise, outil au service du peuple et de sa révolution citoyenne", mais aussi en faisant donc prendre du galon à Adrien Quatennens.

Si le bilan des européennes qui figure dans le document est sombre, le texte conclut malgré tout que le "mouvement est la forme adaptée aux tâches qu'il nous faut accomplir". Autrement dit, pas question de transformer la France insoumise en parti classique avec des votes internes, des motions, voire des

sensibilités synonymes “d'affrontements de courants” et de “batailles internes que connaissent les partis politiques”.

L'objectif de LFI, explique Manuel Bompard, est d'avancer par “la construction du consensus”, par “synthèses successives”, avec des “groupes locaux jouissant d'une grande liberté d'initiative” pour aider à “l'auto-organisation populaire” et une “participation individuelle” via des votes d'approbation sur la plateforme numérique, plutôt qu'au moyen “de débats structurés par des sections, fédérations, motions et courants”. Le HuffPost 22.06

- Manon Le Bretton quitte La France insoumise - Le HuffPost 24 juin 2019

Coresponsable de l'école de formation de LFI.

### **Matraquage communautaire quotidien.**

- Après #MeToo, la rue est toujours un danger pour les femmes - Slate.fr

- À Singapour, les lesbiennes mènent la lutte pour les droits LGBT+ - Slate.fr

- Nommer des rues en hommage à des personnalités LGBT+, un petit geste qui veut dire beaucoup - Slate.fr

- Exposition «Champs d'amours» à Paris: Notre visite guidée de 100 ans de cinéma LGBT - 20minutes.fr

- Gay Pride monstre à Sao Paulo - euronews

- «Conséquences»: Comment ce film slovène s'attaque à l'homophobie en Europe de l'Est - 20minutes.fr

- Manque de femmes ingénieures : Bercy veut plus de mixité dans les jouets - Le Parisien

- Sur Wikipédia, les rédactrices sont victimes de harcèlement - Slate.fr

- Burkini : des femmes envahissent une piscine à Grenoble - Atlantico.fr

- Huile de palme: 5 produits ciblés par une nouvelle enquête de l'ONG Foodwatch - BFMTV

- Pourquoi la France n'agit pas assez contre le réchauffement climatique - BFMTV

### **Ils osent tout**

**- Une éditorialiste américaine affirme avoir été violée par Trump dans les années 1990 - Le Parisien 23.06**

Une éditorialiste (75 ans) renommée de la version américaine du magazine « Elle » affirme, dans un entretien au « New York magazine » publié vendredi, avoir été violée par Donald Trump en 1995 ou 1996 dans un grand magasin de luxe new-yorkais.

Il lui aurait demandé d'essayer de la lingerie dans une cabine d'essayage, ensuite il se serait enfermé avec elle dans cette cabine, avant de l'embrasser de force puis de la violer. Après s'être débattue, en vain, durant plusieurs secondes, E. Jean Carroll aurait fini par se défaire de son agresseur et s'enfuir.

Elle rappelle que 15 femmes ont déjà accusé publiquement Donald Trump de les avoir agressées sexuellement, ce que l'intéressé a réfuté. Le Parisien 23.06

LVOG - J'ignorais que les cabines d'essayage était aussi spacieuse et aussi bien isolée aux Etats-Unis...

**- Maduro, l'impossible interview : ses 10 fake news les plus fréquentes - LePoint.fr 22.06**

À toutes les questions gênantes en interview télévisée, Maduro répond par des éléments de langage et parfois des mensonges assumés. LePoint.fr 22.06

LVOG - Il doit être le seul dirigeant dans le monde dans ce cas-là...

### **- Inde : la diplomatie du yoga de Narendra Modi - LePoint.fr 21.06**

Le Premier ministre indien a glorifié la pratique du yoga, dont les promesses d'harmonie véhiculent aussi des enjeux idéologiques et diplomatiques.

Les Indiens n'ont pas attendu l'arrivée au pouvoir, en 2014, du parti nationaliste hindou du BJP (Parti du peuple indien) pour pratiquer le yoga.

En ce 21 juin qui célèbre la Journée mondiale du yoga, l'Inde a donc pris les festivités très à cœur. LePoint.fr 21.06

LVOG - Je n'en connais pas un seul qui le pratique ! A quelques exceptions près, je ne connais pas non plus d'Indiens végétariens. Bon, je vis avec "*le peuple d'en bas*", mon milieu, ma famille.

### **Stratégie du chaos et de la guerre, déstabilisation des États par la dictature impériale américaine.**

#### **Chine.**

### **- Guerre commerciale : 5 firmes technologiques chinoises sanctionnées par les États-Unis - L'Express.fr**

En réaction, la Chine a annoncé la création de sa propre liste noire d'entreprises étrangères "non fiables". L'Express.fr

#### **Iran.**

### **- Le chef de la diplomatie iranienne publie la carte de l'itinéraire du drone US abattu - sputniknews.com 22.06**

Les Américains insistant sur le fait que leur drone n'a pas violé l'espace aérien de l'Iran, le ministre des Affaires étrangères de la République islamique a publié sur ses réseaux sociaux une carte retraçant l'itinéraire de l'appareil états-unien.

Le chef de la diplomatie iranienne, Mohammad Javad Zarif, a publié sur son compte Twitter une carte montrant le trajet du drone américain récemment abattu par la République islamique.

Sur ses images, des détails de l'itinéraire de l'appareil sans pilote ainsi que les coordonnées de son emplacement à tel ou tel moment sont précisés. Il est possible de voir où se trouvait l'appareil au moment des sommations envoyés par l'Iran et au moment où il a été détruit par des missiles tirés par Téhéran.

«Il ne peut y avoir aucun doute sur où l'appareil était quand il a été abattu», a-t-il fait noter, sous-entendant que malgré les affirmations américaines disant que le drone n'avait pas violé la frontière aérienne iranienne, il l'avait quand même fait.

Plus tôt dans la journée, les militaires iraniens avaient exposé des débris du drone qui, assurent-ils, ont été retrouvés dans les eaux territoriales de la République islamique.

Le 20 juin, les Gardiens de la révolution islamique ont annoncé avoir abattu un drone espion américain qui «était entré dans l'espace aérien iranien» dans la province d'Ormuzgan, qui borde le détroit d'Ormuz. Un responsable états-unien a confirmé l'attaque contre un appareil américain, affirmant que celui-ci se trouvait dans l'espace international.



Malgré le fait que Donald Trump ait évoqué une grosse erreur, en réagissant sur son compte Twitter à la destruction par les Gardiens de la révolution islamique d'un drone américain, plus tard dans la journée il a déclaré ne pas exclure l'hypothèse que le tir en question ait pu être une «erreur humaine».

Le lendemain, l'Iran a déclaré qu'il aurait également pu abattre un avion de reconnaissance américain. Quant à Donald Trump, il a affirmé qu'il était revenu sur sa décision de frapper des cibles iraniennes à 10 minutes seulement de l'attaque. sputniknews.com 22.06

**- Trump promet de nouvelles sanctions "majeures" contre l'Iran - AFP 22.06**

**- Les Etats-Unis ont lancé des cyberattaques contre l'Iran, selon des médias - AFP 22.06**

Les Etats-Unis ont lancé cette semaine des cyberattaques contre des systèmes de lancement de missiles et un réseau d'espionnage iraniens, après la destruction par Téhéran d'un drone américain, ont rapporté samedi des médias américains.

**- Iran: Washington vise la tête du régime et sanctionne le Guide suprême - AFP 24 juin 2019**

Les Etats-Unis ont annoncé lundi de "dures" sanctions contre le Guide suprême iranien, l'ayatollah Ali Khamenei, et plusieurs hauts gradés des Gardiens de la Révolution, frappant la tête de la République islamique pour faire encore monter la pression sur Téhéran.

Le président américain Donald Trump, qui accuse l'Iran de chercher à se doter de l'arme nucléaire et d'être un "parrain du terrorisme", a signé un décret empêchant "le Guide suprême, son équipe et d'autres qui lui sont étroitement liés d'avoir accès à des ressources financières essentielles".

Egalement visé, le ministre iranien des Affaires étrangères Mohammad Javad Zarif, visage de la politique iranienne de détente avec l'Occident, considéré comme un modéré et abhorré des ultraconservateurs.

Il sera placé sur la liste des sanctions "plus tard cette semaine", a indiqué le secrétaire américain au Trésor Steven Mnuchin, annonçant également que Washington allait geler des "milliards de dollars" d'actifs iraniens supplémentaires, sans autre précision.

Huit hauts gradés des Gardiens de la Révolution, l'armée idéologique du régime, ont aussi été sanctionnés, quatre jours après la destruction d'un drone américain par un missile iranien dans la région stratégique du Golfe. AFP 24 juin 2019

LVOG - Ce n'est pas un hasard si les 9 derniers paragraphes de cet article étaient consacrés aux positions américaines et israélienne. C'est cela l'AFP.

## **Russie**

**- La Russie s'attaque au secteur touristique géorgien - euronews 23 juin 2019**

Des manifestations anti-Moscou se sont déroulées samedi à Tbilissi, pour le troisième jour consécutif. Des milliers de personnes arboraient des pancartes contre "l'occupant russe", en référence à la présence militaire de Moscou en Ossétie du Sud et en Abkhazie, deux régions séparatistes soutenues par la Russie.

Les protestations ont été déclenchées jeudi par le discours polémique d'un député russe au Parlement géorgien.

Des manifestations dénoncées par Moscou qui évoque une provocation russophobe. Le Kremlin a annoncé l'interdiction des vols d'avion entre les deux pays à partir du 8 juillet.

Vladimir Poutine a également recommandé aux agences de voyages russes de suspendre leurs visites en Géorgie et a ordonné au gouvernement de rapatrier ses ressortissants déjà présents dans le pays. Ils sont plus d'un million à passer leurs vacances en Géorgie chaque année. euronews 23 juin 2019

Katelina Dartford, Euronews : "Merci de nous rejoindre aujourd'hui sur Euronews. Nous évoquons ce rassemblement anti-russe massif qui a eu lieu à Tbilissi. Comprenez-vous la raison de la colère de ces manifestants ?"

Salomé Zourabichvili, présidente de la Géorgie : "Je pense que la réaction de la population est tout à fait naturelle..." euronews 22 juin 2019

### **- Géorgie : des milliers de manifestants malgré les promesses du gouvernement - AFP 24 juin 2019**

Des milliers de manifestants antigouvernementaux se sont rassemblés lundi soir dans la capitale géorgienne pour la cinquième journée consécutive de protestations, malgré les promesses du parti au pouvoir de réformer en profondeur le système électoral.

Plus tôt lundi, après quatre jours de manifestations, l'oligarque et chef du parti au pouvoir Bidzina Ivanichvili a annoncé une "réforme politique de grande ampleur" applicable dès les élections législatives de 2020. Il cède ainsi à une des revendications des manifestants qui se rassemblent quotidiennement depuis la semaine dernière dans ce pays du Caucase.

L'homme le plus riche du pays a ajouté qu'il n'y aurait pas de seuil minimum requis pour entrer au Parlement, qui sera élu au scrutin proportionnel. "Tous les acteurs politiques existants seront représentés", a-t-il assuré.

Pour l'opposition, le système électoral actuel favorise le parti du Rêve géorgien, fondé par M. Ivanichvili et au pouvoir depuis 2012.

Si le milliardaire répond là à une demande de l'opposition, qui mène les manifestations depuis jeudi, il n'a visiblement pas réussi à totalement apaiser les protestataires, qui réclament aussi la tenue de législatives anticipées et la démission du puissant ministre de l'Intérieur.

"Nous avons arraché des mains d'Ivanichvili de premières concessions mais ce n'est que le début. Notre but est la fin des oligarques en Géorgie", a déclaré à l'AFP Chota Nodia, un libraire de 45 ans.

"Un ministre de l'Intérieur qui ordonne des tirs de balles en caoutchouc sans sommation sur des manifestants pacifiques et des adolescents doit démissionner et en répondre devant la justice", a déclaré un autre manifestant, Anton Aladachvili, un ingénieur de 59 ans. (Mais pas Castaner en France, n'est-ce pas l'AFP ? C'est là qu'on s'aperçoit de l'orientation politique d'un article, à la manière dont il traite un évènement. Si l'AFP manifeste de la sympathie pour ces manifestations, c'est que leurs objectifs est pourris quelque part, ensuite il faut attendre d'en savoir plus pour dire précisément quoi au juste et pourquoi. Pas question de les soutenir en ce qui me concerne partant de là. - LVOG)

Eléné Khochtaria, dirigeante de l'un des principaux partis d'opposition, "Géorgie européenne", s'est félicitée des "premiers résultats" obtenus par les manifestants, mais a maintenu que le ministre de l'Intérieur Guiorgui Gakharia devait quitter son poste.

Un autre parti d'opposition, le Mouvement national uni de l'ex-président exilé Mikheïl Saakachvili, a demandé également la "libération de tous les prisonniers politiques". (On avance. L'AFP fait passer ces partis de l'opposition pour de grands démocrates, donc c'est plus que suspect, ça pue en réalité la manipulation. - LVOG)

Les manifestations ont commencé après le discours polémique d'un député russe devant le Parlement géorgien, alors que les relations sont toujours très tendues entre Tbilissi et Moscou, plus de dix ans après la brève guerre entre les deux pays en août 2008. (Ah, on progresse, Moscou est cité. - LVOG)

Les manifestations ont continué les jours suivants et se sont transformées en un mouvement de colère contre Bidzina Ivanichvili et le président russe Vladimir Poutine, les protestataires dénonçant la proximité entre l'homme d'affaire géorgien et la Russie. (On y est, c'est directement la Russie et Poutine qui sont visés. Encore un coup tordu de l'Otan, des Américains, de Soros et Cie ? - LVOG) AFP 24 juin 2019

LVOG - Et sans que cela ne soit un hasard, la suite et fin de cet article, soit quatre paragraphes, étaient tournés contre la Russie. C'est cela l'AFP.

### Les dernières nouvelles de l'Empire.

#### **- Mark Esper prend les commandes du Pentagone en zone de turbulences - AFP 22 juin 2019**

Appelé par Donald Trump à prendre les commandes du Pentagone, Mark Esper va immédiatement devoir gérer le regain de tensions avec l'Iran et les relations complexes entre Washington et ses partenaires de l'Otan.

Jusqu'ici secrétaire à l'armée de terre, il a été nommé vendredi par le président au poste de ministre de la Défense, mais il lui reste à obtenir le feu vert du Sénat.

Il arrive à la tête d'une institution déstabilisée par la ronde de ses dirigeants depuis six mois, alors que la première puissance militaire mondiale est engagée dans deux guerres, en Syrie et en Afghanistan, et en plein bras de fer avec Téhéran.

En décembre, le ministre Jim Mattis avait démissionné en étalant ses profonds désaccords avec Donald Trump sur le retrait des troupes américaines de Syrie. Son numéro deux Patrick Shanahan, qui avait immédiatement assuré l'intérim, devait le remplacer formellement.

Mardi, il a à la surprise générale renoncé à briguer la confirmation du Sénat, alors que ressurgissaient des accusations de violences conjugales mutuelles avec son ex-femme.

Son adjoint en charge de l'armée de terre Mark Esper, un ancien militaire de 55 ans qui a fait un long passage dans l'industrie de la Défense, doit reprendre lundi les rênes du Pentagone.

Mark Esper connaît le Moyen-Orient: il a combattu en Irak lors de la guerre du Golfe en 1991. Il faisait partie de la célèbre 101e division aéroportée de l'armée américaine.

Il est aussi un proche du chef de la diplomatie Mike Pompeo, aux côtés duquel il a étudié à la prestigieuse académie militaire de West Point. Les deux hommes en ont été diplômés la même année, en 1986. Sur le plan politique, il maîtrise les rouages du Congrès pour y avoir conseillé plusieurs sénateurs, notamment le républicain Chuck Hagel, devenu ensuite ministre de la Défense. Cela pourrait faciliter son processus de confirmation, même si ses liens avec l'industrie de la défense font grincer certaines dents.

Mark Esper était effectivement cadre dirigeant du groupe de défense Raytheon depuis sept ans lorsque Donald Trump l'a choisi en 2017 pour diriger l'armée de terre. AFP 22 juin 2019

LVOG - Il leur faut un ennemi pour justifier leur gigantesque budget militaire et terroriser les peuples pour appliquer leur politique ultra libérale.

#### **- L'Otan estime «possible» une guerre entre l'Alliance et la Russie - sputniknews.com 22.06**

Un rapport du Collège de défense de l'Otan indique qu'un conflit militaire entre cette organisation et la Russie est peu probable, sans écarter pour autant une telle possibilité.

Un conflit militaire entre la Russie et l'Alliance est peu probable mais demeure possible, selon un rapport du Collège de défense de l'Otan publié le mardi 18 juin et intitulé «Pourquoi les pays baltes ont de l'importance. La protection de la frontière nord-est de l'Otan».

D'après celui-ci, il est nécessaire d'envoyer davantage de troupes américaines dans les pays baltes, puisque, selon l'auteur du rapport, ils peuvent devenir «un moyen de saper l'architecture de la sécurité européenne».

«Au cours des dix dernières années, la Fédération de Russie a démontré son intention de saper l'architecture de la sécurité européenne. Le risque de conflit militaire entre l'Otan et la Russie est faible, pourtant il doit être considéré comme possible. Pour réduire les risques, il faut renforcer le potentiel de dissuasion de l'Alliance dans les Républiques baltes par l'envoi de troupes américaines sur le territoire baltique. Le déploiement des militaires devrait compléter les accords existants sur l'augmentation [du nombre, ndr] des éléments avancés», précise l'auteur.

Mercredi 19 juin, le Congrès US a proposé d'accorder des prêts aux États membres de l'Otan afin de réduire leur «dépendance» envers Moscou, car nombreux sont ceux continuant à utiliser des équipements soviétiques, ce qui les «force» à acheter des pièces et des services à la Russie.

Les politiciens occidentaux, y compris des responsables de l'Otan, abordent constamment le thème de «la menace russe» alors que Moscou souligne en permanence que la Russie n'a pas l'intention d'attaquer qui que ce soit.

La Russie a par ailleurs été désignée comme la principale «menace» aux yeux de l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord, l'Alliance. sputniknews.com 22.06

---

## **INFOS EN BREF**

### **POLITIQUE**

#### **Palestine occupée.**

- Proche-Orient: Washington donne pour la première fois des détails sur son plan de paix - AFP 22 juin 2019

Les Etats-Unis ont rendu public samedi le volet économique de leur plan de paix pour le Proche-Orient, qui doit être présenté la semaine prochaine à Bahreïn - en l'absence des Palestiniens - et vise à lever plus de 50 milliards de dollars en une décennie.

Les Palestiniens ont aussitôt rejeté ce plan économique, estimant que Washington devait d'abord oeuvrer à mettre fin au "vol par Israël" des terres palestiniennes.

Donnant pour la première fois des détails sur ce plan promis de longue date, l'administration de Donald Trump a précisé vouloir attirer d'énormes investissements internationaux au profit des Palestiniens et améliorer les infrastructures et la gouvernance en Cisjordanie et dans la bande de Gaza.

La conférence de mardi et mercredi à Manama, emmenée par le gendre et conseiller du président américain Jared Kushner, sera l'occasion de présenter cette initiative, qui inclura plus tard un volet politique selon des responsables.

Mais l'Autorité palestinienne boycotte cet atelier intitulé "De la paix à la prospérité", estimant que l'administration Trump, qui affiche son plein soutien à Israël, cherche à acheter les Palestiniens et à les priver d'un Etat indépendant. La Maison Blanche présente le plan, qui doit être discuté à Bahreïn avec des responsables financiers de riches Etats arabes du Golfe, comme étant historique.

Il "représente l'effort international le plus ambitieux et le plus complet pour le peuple palestinien jusqu'ici", dit la Maison Blanche dans un document rendu public samedi.

"Il peut transformer la Cisjordanie et Gaza de manière fondamentale et ouvrir un nouveau chapitre dans l'histoire palestinienne, un chapitre défini non par les épreuves et les pertes, mais par la liberté et la dignité", selon l'exécutif américain.

L'objectif est de lever plus de 50 milliards pour les Palestiniens au cours de la prochaine décennie et de doubler leur PIB.

Selon la Maison Blanche, l'initiative peut transformer l'économie palestinienne en créant plus d'un million d'emplois.

Au risque de provoquer la colère des dirigeants palestiniens, l'exécutif américain indique que l'argent levé sera géré par une banque de développement internationale, afin d'assurer une meilleure gouvernance et d'éviter la corruption.

Qui va payer la facture? Ce n'est pas encore clair. On ne sait pas non plus si les Etats arabes du Golfe - qui se sont trouvé des points communs avec Israël en raison de leur hostilité commune envers l'Iran - vont se montrer prêts à participer avant même qu'un accord politique soit conclu.

Selon Jason Greenblatt, un conseiller de M. Trump qui a travaillé aux côtés de M. Kushner, le volet politique pourrait n'être dévoilé qu'en novembre.

Le plan a déjà été retardé en raison des élections israéliennes en avril. Le pays doit à nouveau se rendre aux urnes après que le Premier ministre Benjamin Netanyahu a échoué à former une coalition.

Les dirigeants palestiniens sont extrêmement suspicieux à l'égard de Jared Kushner, un ami de la famille Netanyahu, et du président Trump qui a souvent affiché son soutien à Israël, notamment en reconnaissant Jérusalem comme capitale de l'Etat hébreu.

Des responsables américains ont laissé entendre que le plan de paix complet pourrait ne pas mentionner la création d'un Etat palestinien indépendant, rompant avec la ligne suivie par la diplomatie américaine ces dernières décennies.

"Notre présence à Manama ne servirait qu'à être utilisée pour légitimer l'initiative américaine qui vise à nous priver de nos droits et à changer la formule historique de "la terre contre la paix" à "de la paix à la prospérité", selon un communiqué palestinien publié avant l'annonce des derniers détails.

Le mouvement islamiste palestinien Hamas, qui contrôle la bande de Gaza, a aussi catégoriquement rejeté la conférence de Manama. L'un de ses dirigeants, Ismaïl Haniyeh, a estimé que l'atelier visait à transformer "la cause palestinienne d'une cause politique en une cause économique".

Bien que le volet économique ne mentionne pas directement le Hamas, il dit chercher à aider la bande de Gaza, par exemple en mettant à niveau pour 590 millions de dollars la principale centrale électrique de Gaza. AFP 22 juin 2019

## Albanie

- Albanie: l'opposition manifeste sans incident contre le Premier ministre - AFP 22 juin 2019

Des milliers de personnes ont, dans une rare manifestation sans incident, réclamé une nouvelle fois vendredi à Tirana que le Premier ministre socialiste Edi Rama quitte le pouvoir.

"L'heure de la vérité est venue, le départ de Rama et de ceux qui ont manipulé les résultats des élections n'est pas négociable", a déclaré à la foule le leader du Parti démocratique (opposition) Lulzim Basha.

L'opposition réclame depuis des mois le départ du Premier ministre, qu'elle accuse de corruption et d'être lié au milieu.

La droite refuse par ailleurs des municipales prévues le 30 juin. "Il n'y aura pas d'élections le 30 juin, la bataille va se poursuivre dans chaque ville, chaque localité jusqu'au départ de Rama", a dit M. Basha.

Les manifestants brandissaient des pancartes sur lesquelles était écrit notamment "il n'y a pas d'élections sans l'opposition", ainsi que des drapeaux américains, allemands, albanais et de l'UE.

Depuis mardi, des militants de l'opposition de droite entreprennent d'entrer de force dans les bureaux de vote, souvent installés dans les écoles, pour y détruire le matériel électoral.

Le 8 juin, le président Ilir Meta a annulé ce scrutin au nom de la stabilité du pays. Mais le Parlement a déclaré cette décision "anticonstitutionnelle" et entrepris de le destituer, décision qui devrait être validée par une Cour constitutionnelle qui n'est plus fonctionnelle. Un seul de ses juges a passé avec succès le processus de vérification du patrimoine et de la probité des magistrats prévu dans le cadre d'une réforme judiciaire.

Les accusations contre le pouvoir ont redoublé cette semaine après la publication dans les médias d'écoutes téléphoniques entre des fonctionnaires et de hauts dirigeants socialistes, y compris Edi Rama.

Datant de 2016, elles démontrent aux yeux de l'opposition la corruption, les pressions sur l'administration et la fraude électorale dont se serait rendu coupable le pouvoir.

"Une grande salade de mots où il n'y a rien", a répondu Edi Rama, qui réfute tout fait délictuel et accuse l'opposition de mettre en péril l'ouverture des négociations d'adhésion à l'Union européenne. AFP 22 juin 2019

## **Ethiopie**

### **- Ethiopie: le chef d'état-major de l'armée blessé par balle - AFP 22.06**

Le chef d'état-major de l'armée éthiopienne a été blessé par balle, a annoncé dimanche le Premier ministre Abiy Ahmed, dont les services ont également dénoncé une tentative de "coup d'Etat" dans une région du nord-ouest du pays.

Le chef d'état-major de l'armée éthiopienne a été blessé par balle, a annoncé dimanche le Premier ministre Abiy Ahmed, dont les services ont également dénoncé une tentative de "coup d'Etat" dans une région du nord-ouest du pays.

Le Premier ministre est apparu en uniforme militaire à la télévision nationale pour annoncer l'attentat contre le général Seare Mekonnen, mais n'a pas donné de détails sur son état de santé, a rapporté un correspondant de l'AFP.

L'ambassade des Etats-Unis à Addis Abeba a lancé des alertes, recommandant à son personnel de se mettre à l'abri après des informations faisant état de tirs dans la capitale et de violences dans l'Etat régional d'Amhara (nord-ouest).

Internet était coupé en Ethiopie, et aucune information supplémentaire sur l'attentat contre le haut responsable militaire n'était disponible.

Samedi soir, le gouvernement éthiopien avait annoncé qu'une tentative de "coup d'Etat" avait été perpétrée par un "groupe armé" en Amhara, la deuxième région la plus peuplée du pays, sans non plus fournir de détails sur ces violences.

"La tentative de coup dans l'Etat régional d'Amhara est contraire à la Constitution et vise à saborder la paix chèrement acquise dans la région", avait déclaré dans un communiqué le bureau du Premier ministre.

"Cette tentative illégale doit être condamnée par tous les Ethiopiens et le gouvernement fédéral a toutes les capacités pour vaincre ce groupe armé", avait-il ajouté.

Depuis son arrivée au pouvoir en avril 2018 après deux ans de troubles en Ethiopie, le Premier ministre réformateur Abiy Ahmed s'est efforcé de démocratiser le pays.

Il a notamment légalisé des groupes dissidents, amélioré la liberté de la presse et réprimé les atteintes aux droits humains en arrêtant des dizaines de responsables de l'armée et des services de renseignement.

Il s'est également lancé dans un programme de réformes économiques et a fait la paix avec l'Erythrée après plus de vingt ans de conflit.

Mais il doit faire face à des tensions interethniques récurrentes, généralement liées à la possession des terres et à l'utilisation des ressources, qui dégénèrent souvent en violences dans ce pays de plus de 100 millions d'habitants.

Plus d'un million de personnes ont été déplacées par ces violences interethniques, que les analystes attribuent également à l'affaiblissement du Front démocratique révolutionnaire du peuple éthiopien (EPRDF), le parti au pouvoir autrefois tout-puissant, et à divers groupes qui profitent de la phase actuelle de transition politique pour essayer d'imposer leurs intérêts.

En juin 2018, une attaque à la grenade au cours d'un meeting auquel participait M. Abiy avait fait deux morts. Le procureur général éthiopien avait indiqué qu'un officier de renseignement non identifié était soupçonné de cet attentat. AFP 22.06

### **- Ethiopie: le général tenu responsable des assassinats de samedi a été tué par balle AFP 24 juin 2019**

Le chef de la sécurité éthiopienne de la région Amhara, le général Asaminew Tsige, considéré comme responsable des assassinats samedi du chef d'état-major de l'armée nationale et de hauts responsables de cette région du nord-ouest, a été tué par balle lundi.

Le général Asaminew, selon la télévision EBC, proche du pouvoir, "qui était en fuite depuis le coup d'Etat manqué de ce week-end, a été tué par balle dans le quartier Zenzelma de Bahir Dar", ville du nord-ouest de l'Ethiopie. Arrêté pour un présumé complot remontant à 2009, le général Asaminew avait été amnistié et libéré en 2018. AFP 24 juin 2019

---

## **ECONOMIE**

### **Zambie**

- Zambie : bataille autour du cuivre - franceinfo 24.06

Deuxième producteur de cuivre d'Afrique et septième mondial, la Zambie a déclaré la guerre à l'actionnaire de sa principale mine, la société Konkola Copper Mines, au point de mettre en danger l'économie du pays. Mais avec l'idée d'augmenter les recettes tirées de l'exploitation de ses richesses.

En mai 2019, la justice zambienne a ordonné la liquidation judiciaire pure et simple de Konkola Copper Mines (KCM), le premier producteur de cuivre zambien, à la demande insistante du gouvernement d'Edgar Lungu, le président du pays depuis 2015.

A l'origine de cette décision, une féroce bataille entre les deux actionnaires de KCM, le groupe indien coté à Londres Vedanta Resources (79,4%) et l'Etat zambien (20,6%). Ce dernier reproche à son partenaire d'avoir violé le code minier et, surtout, de ne pas avoir payé tous ses impôts.

"Les investisseurs qui sont en Afrique pour piller, sans payer ce qu'ils doivent, ne sont pas bons pour la Zambie et ne doivent pas être autorisés à y rester", a récemment martelé le président Lungu. "Tout le monde dans la Copperbelt (région du cuivre) souhaite le départ de Vedanta". Et de citer en exemple de nombreux fournisseurs locaux non payés ou le procès pour pollution intenté à Londres contre le groupe par des habitants de la région.

Le conflit dure depuis plusieurs mois. "En janvier 2019, l'organisme chargé de la régulation du secteur des mines, la Zambia Revenue Authority (ZRA), a réclamé des arriérés dus à l'Etat par des compagnies minières exerçant dans le pays, à la suite d'une opération d'audit qu'il a menée, exacerbant à l'occasion les tensions entre les différentes parties", rappelle La Tribune Afrique .

Vedanta conteste formellement ces allégations et reproche à Lusaka de vouloir "l'exclure de façon déloyale" de KCM. Le groupe dit avoir investi plus de 3 milliards de dollars en Zambie depuis 2004 - sans faire de bénéfice ces dernières années - et dénonce des "accusations infondées". "Vedanta défendra fermement ses droits", a fait savoir son PDG, Srinivasan Venkatakrisnan, "nous espérons rencontrer bientôt le gouvernement pour discuter d'une solution". Croissance en berne

Etranglée par une forte dette (dont une partie vis-à-vis de la Chine ne serait pas comptabilisée, selon certaines sources), la Zambie, deuxième producteur africain de cuivre, a décidé de frapper son secteur minier au portefeuille en remplaçant, à partir du 1er juillet, l'actuelle TVA par une nouvelle taxe. Les compagnies étrangères ont toutes averti que cet impôt, qu'elles jugent excessif, pourrait les pousser à quitter le pays.

"La nouvelle taxe sera appliquée", a répliqué Edgar Lungu, "que ceux qui n'en veulent pas s'en aillent". Le départ de KCM, souhaité par le président zambien, s'annonce toutefois risquée pour son pays, dont le cuivre fournit jusqu'à 70% de ses recettes en devises étrangères.

Après des taux de plus de 10% dans les années 2000, la croissance zambienne a nettement ralenti récemment, victime de la chute des cours du cuivre. Selon le FMI, elle devait encore reculer pour passer de 3,7% en 2018 à 2,3% cette année.

Dans ce contexte, le conflit minier apparaît dangereux pour le pays. La société KCM emploie 13 000 personnes et sa fermeture serait une catastrophe. Ce conflit pèse aussi sur la confiance suscitée par la Zambie. "La protection des investissements paraît de plus en plus vulnérable", insiste un analyste, Nick Branson, du cabinet Verisk Maplecroft. De son côté, "le groupe de pression minier du pays a averti le gouvernement que les hausses de taxes pourraient entraîner une chute de la production de cuivre de 100 000 tonnes cette année, par rapport à un record de 861 946 tonnes en 2018", précise Bloomberg.

L'opposition voit dans cette affaire une occasion de dénoncer à nouveau la corruption. "La liquidation vise à bénéficier à un certain nombre d'escrocs", accuse Chishimba Kambwili, chef du Congrès démocratique national (NDC). Le Royaume-Uni a suspendu l'an dernier son aide à la Zambie en raison "d'inquiétudes" sur des détournements de fonds.

Malgré ces critiques, Edgar Lungu semble déterminé à se débarrasser de Vedanta. Cette semaine, il a assuré être en contact avec de nombreux repreneurs potentiels et qu'un repreneur de KCM pourrait être trouvé "d'ici un mois".

Certains parlent déjà d'investisseurs chinois, qui sont déjà très actifs dans le pays, y compris dans l'exploitation minière. franceinfo 24.06

### **En complément.**

23 juin 2019 – La grève entamée il y a dix jours par les mineurs de cuivre de Chuquicamata dans le nord du Chili se poursuit. Les 3.200 adhérents des syndicats, sur les 4.600 mineurs que compte l'entreprise, ont rejeté les propositions de Codelco, la plus grande entreprise de cuivre au monde. - La Tribune des travailleurs.